

L'an DEUX MIL DIX-NEUF, le VENDREDI 26 AVRIL, à 17 h 13, le Conseil municipal de Saint-Denis s'est assemblé en deuxième séance annuelle, dans la Salle des Délibérations, sur convocation légale du Maire faite en application des articles L. 2121-10, L. 2121-12 et L. 2121-17 du Code général des Collectivités territoriales (séance clôturée à 18 h 45).

Il a été, conformément aux dispositions de l'article L. 2121-15 du Code général des Collectivités territoriales, procédé à la nomination de la Secrétaire de Séance prise dans le sein du Conseil municipal. BÉLIM Audrey a été désignée, par vote à main levée et à l'unanimité des votants, pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

ÉTAIENT PRÉSENTS

ANNETTE Gilbert / LOWINSKY Jacques / ORPHÉ Monique *(arrivée au Rapport n° 19/2-008 à 17 h 45)* / MAILLOT Gérald / VÉLOUPOULÉ-MERLO Nalini / FRANÇOISE Gérard / ADAME Brigitte / HOAREAU Jean-François / CLAIN Claudette / COUDERC Alain / FONTAINE Gabrielle / HOARAU Brigitte / PESTEL René Louis / ISIDORE Marylise / DELORME Éric / ANDAMAYE Marie-Annick / CHOPINET Gérard / VOLIA-GARNIER Laetitia / KICHENIN Virgile / EUPHRASIE Didier / LESCAT Michel / SUDNIKOWICZ Christiane / ASSABY Maximilien / MARCHAU Jean-Pierre *(arrivé après l'appel nominal à 17 h 17)* / MAMODE Nourjhan / CADJEE Ibrahim / HUMBLLOT Nicole / LOYHER Jeanne / FIDJI Jean-Claude / BARDINOT Sonia / BAREIGTS Éricka / ARLANDON Corine / MÉLADE Thierry / BÉLIM Audrey / ANILHA Fernande / LAGOURGUE Michel / DOKI-THONON Lisianne / HUBERT Richenel / TÉCHER Régis / LATRA Sylvie / JEAN-PIERRE Philippe / HO-SHING Cynthia

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS

Pour toute la durée de la séance

BELDA David
BOMMALAIS Geneviève
JAVEL François
DUCHEMANN Yvette
NAILLET Philippe
MOREL Jean-Jacques
VITRY Faouzia

par BÉLIM Audrey
par ADAME Brigitte
par FRANÇOISE Gérard
par ARLANDON Corine
par LESCAT Michel
par HUBERT Richenel
par DOKI-THONON Lisianne

Les membres présents, au nombre de 42 sur 55, ont pu délibérer en exécution de l'article L. 2121-17 du Code général des Collectivités territoriales.

ORDRE DU JOUR DE SÉANCE

Les Rapports n° 19/2-012 et n° 19/2-013 ont été retirés de l'ordre du jour de séance.

ÉLUS INTÉRESSÉS

En application de l'article L. 2131-11 du Code général des Collectivités territoriales, les élus intéressés n'ont pas pris part au vote portant sur les Rapports dont la liste suit.

	ANNETTE Gilbert	(Président)	au titre du CCAS de Saint-Denis	Rapport n° 19/2-009
	ANDAMAYE Marie-Annick	(délégués/ Ville)		
(1)	BOMMALAIS Geneviève			
	FONTAINE Gabrielle			
	HOAREAU Jean-François			
	LESCAT Michel			
	MAMODE Nourjhan			
(2)	VITRY Faouzia			
	HUBERT Richenel			
(3)	NAILLET Philippe	(élu délégué)	au titre du PRUNEL	Rapport n° 19/2-014
	MAILLOT Gérald	terrain sur chemin Dufourg- les-Hauts à la Bretagne	à titre personnel	Rapport n° 19/2-018
	HUBERT Richenel	lien de parenté supposé avec l'acquéreur	à titre personnel	Rapport n° 19/2-022
	EUPHRASIE Didier	(délégués/ Ville)	Sidélec Réunion	Rapport n° 19/2-027
	MAILLOT Gérald			

CCAS Centre communal d'Action sociale
Sidélec Réunion Syndicat intercommunal d'Électricité de la Réunion

PRUNEL Projet de Renouvellement urbain Nord-Est Littoral

(1) (2) (3) absent(e) à la séance

DÉPLACEMENTS D'ÉLUS

MARCHAU Jean-Pierre	arrivé à 17 h 17	après l'appel nominal
ORPHÉ Monique	arrivée à 17 h 45	au Rapport n° 19/2-008
Sonia BARDINOT	partie à 18 h 36	au Rapport n° 19/2-033

Le Maire certifie que le compte rendu de la présente séance a été affiché à la porte de l'Hôtel de Ville de Saint-Denis, le LUNDI 6 MAI 2019 et que le nombre de Conseillers municipaux présents a été de 42 sur 55.

**OBJET Protocole transactionnel avec le groupement solidaire représenté par la SAS
SQA pour la conduite du Projet de Renouvellement urbain Nord-Est Littoral
(PRUNEL)**

Exposé de la situation litigieuse

Le 29 juin 2017 la Commune de Saint-Denis a conclu un accord-cadre mono-attributaire dont l'objet est l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la conduite du Projet de Renouvellement Urbain Nord-Est Littoral (PRUNEL).

Cet accord-cadre a été conclu pour une durée de dix ans avec le groupement solidaire composé des membres suivants :

- SQA SAS, mandataire du groupement,
- Equation SAS,
- URBA.D.E. Conseil SARL,
- Monsieur Alain BOURDIN.

Le premier marché subséquent (MS1) signé à la même date, a pour intitulé « 1^{er} marché subséquent : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de projet et ordonnancement/pilotage/coordination urbaine (OPCU) lors de la phase de préfiguration du projet. »

Ce MS1 comporte trois phases :

- Mission 1 : assister à la stratégie de conduite de projet,
- Mission 2 : pilotage et coordination,
- Mission 3 : préparation de la convention.

Le MS1, en cours d'exécution depuis le mois de juillet 2017, a été attribué pour un montant global et forfaitaire de 132 475,00 € HT soit 143 735,00 TTC. Sa durée prévisionnelle est de 18 mois, hors période de validation et s'étend jusqu'à la signature de la convention de renouvellement urbain prévue en 2019.

Des difficultés sont apparues par la suite entre la maîtrise d'ouvrage et son AMO en termes de gouvernance (nombre de partenaires notamment), de complexité des opérations à réaliser et des montages juridiques et financiers associés ainsi qu'une importante documentation à produire.

Un calendrier contraint et modifié par l'Agence nationale de Rénovation urbaine a été source de tensions générant des incompréhensions et des désaccords sur les rôles de chacun, la nature et le contenu des prestations à réaliser. A cela se sont ajoutés des conflits sur la facturation produite par l'AMO.

Les relations entre la société SQA et le service de la Ville se sont détériorées au point que l'exécution du marché a été suspendue de fait.

Mise en œuvre d'une médiation

Afin d'éviter une résiliation de l'accord-cadre, procédure contentieuse longue, coûteuse, à l'issue incertaine, et surtout dans le but de mener à son terme ce MS1, une procédure de médiation a été engagée et une convention de médiation signée le 24 septembre 2018.

Deux réunions plénières se sont ainsi tenues les 24 et 25 septembre 2018 à Saint-Denis sous la houlette du Centre de Médiation des Barreaux (CMB) Solutions amiables, afin de favoriser une issue amiable dans le cadre d'une médiation conventionnelle.

A l'issue de ces échanges, un accord de médiation a été signé le 5 octobre 2018.

Règlement transactionnel du litige

Les parties ont convenu de la nécessité de résoudre le litige qui les oppose au moyen d'un accord transactionnel, considérant l'intérêt supérieur du projet PRUNEL pour les citoyens de la Commune, et les échéances de l'ANRU à respecter.

Le recours à la transaction a pour but de résoudre les difficultés d'exécution litigieuses de l'accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite du projet de renouvellement urbain nord-est littoral (PRUNEL).

Les éléments essentiels de la transaction sont les suivants :

- les contestations précises
 - les prestations supplémentaires non prévues au marché subséquent 1 (MS1) alléguées par la société SQA qui en établit le montant à 26 000,00 € HT,
 - la poursuite de l'exécution du MS1,
 - la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre après l'exécution du MS1,
 - le lancement d'un marché subséquent 2 (MS2) en exécution de l'accord-cadre ;
- les concessions réciproques
 - *les concessions réciproques de la Commune de Saint-Denis*
 - reconnaissance des prestations supplémentaires alléguées (MS1) par la société SQA et paiement d'une indemnité transactionnelle fixée à 13 234,25 € HT soit 14 359,16 € TTC,
 - révision du planning pour la poursuite de l'exécution du MS1,
 - renonciation à recours relativement aux prestations réalisées sur la base du MS1 avant la date de signature de la transaction ;
 - *Les concessions réciproques du mandataire du groupement*
 - renonciation à réclamer la totalité des sommes initialement estimées à 26 000,00 € au titre de prestations supplémentaires alléguées (MS1) et limitation à 13 234,25 € HT soit 14 359,16 € TTC,
 - respect du planning révisé pour la poursuite de l'exécution du MS1,
 - renonciation à recours relativement aux prestations réalisées sur la base du MS1 avant la date de signature de la transaction ;
- la réduction de la durée de l'accord-cadre et sa résiliation à l'amiable
 - résiliation amiable anticipée de l'accord-cadre au terme du marché subséquent 2 (MS2).

Je sou mets donc à votre examen et approbation le projet de protocole d'accord transactionnel à conclure avec le groupement précité et représenté par son mandataire la SAS SQA.

Je vous invite à délibérer sur les termes de ce protocole de façon indivisible et particulièrement sur ses éléments essentiels.

OBJET **Protocole transactionnel avec le groupement solidaire représenté par la SAS SQA pour la conduite du Projet de Renouvellement urbain Nord-Est Littoral (PRUNEL)**

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Civil, notamment les articles 2044 et suivants ;

Vu la Circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;

Vu la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits ;

Vu le RAPPORT N°19/2-014 du MAIRE ;

Vu le rapport présenté par Monsieur FRANÇOISE Gérard - 5ème adjoint au nom des commissions « Affaire Générale / Entreprise Municipale » et « Aménagement / Développement Durable » ;

Sur l'avis favorable des dites commissions ;

APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ARTICLE 1

En vue de résoudre les difficultés d'exécution litigieuses de l'accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite du Projet de Renouvellement urbain Nord-Est Littoral (PRUNEL), approuve les termes du protocole transactionnel joint en annexe, de façon indivisible et particulièrement sur ses éléments essentiels ci-après :

- les contestations précises
 - les prestations supplémentaires non prévues au marché subséquent 1 (MS1) alléguées par la société SQA qui en établit le montant à 26 000,00 € HT,
 - la poursuite de l'exécution du MS1,

- la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre après l'exécution du MS1,
- le lancement d'un marché subséquent 2 (MS2) en exécution de l'accord-cadre ;
- les concessions réciproques
 - *les concessions réciproques de la Commune de Saint-Denis*
 - reconnaissance des prestations supplémentaires alléguées (MS1) par la société SQA et paiement d'une indemnité transactionnelle fixée à 13 234,25 € HT soit 14 359,16 € TTC,
 - révision du planning pour la poursuite de l'exécution du MS1,
 - renonciation à recours relativement aux prestations réalisées sur la base du MS1 avant la date de signature de la transaction ;
 - *les concessions réciproques du mandataire du groupement*
 - renonciation à réclamer la totalité des sommes initialement estimées à 26 000,00 € au titre de prestations supplémentaires alléguées (MS1) et limitation à 13 234,25 € HT soit 14 359,16 € TTC,
 - respect du planning révisé pour la poursuite de l'exécution du MS1,
 - renonciation à recours relativement aux prestations réalisées sur la base du MS1 avant la date de signature de la transaction ;
- la réduction de la durée de l'accord-cadre et sa résiliation à l'amiable
 - résiliation amiable anticipée de l'accord-cadre au terme du marché subséquent 2 (MS2).

ARTICLE 2

Autorise la transaction (texte ci-annexé) avec le groupement solidaire, composé de SAS SQA, SAS Equation, URBA.D.E. Conseil SARL et Monsieur Alain BOURDIN, attributaire de l'accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite du Projet de Renouvellement urbain Nord-Est Littoral (PRUNEL) et représenté par son mandataire la SAS SQA et son Président, Monsieur Matthieu LAMY.

ARTICLE 3

Autorise le Maire à signer cet acte et tous les autres actes y afférents.

**TRANSACTION RELATIVE À L'ACCORD-CADRE ET AUX
MARCHES SUBSEQUENTS POUR LA MISSION D'ASSIS-
TANCE A MAITRISE D'OUVRAGE EN MATIERE DE CON-
DUITE DE PROJET - PRUNEL**

ENTRE :

La Société SQA SAS société par actions simplifiée, au capital de 100 000 € immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 812 960 260, dont le siège social est situé 94 Boulevard de Courcelles, 75017 Paris, agissant en qualité de mandataire du groupement solidaire composé de : SAS SQA, SAS Equation, SARL URBA.D.E. Conseil et Alain Bourdin, attributaire de l'accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite du projet de renouvellement urbain nord-est littoral (PRUNEL), en application de l'article 1 de l'accord-cadre par lequel lesdits membres du groupement ont donné « mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre, pour les représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice et pour coordonner l'ensemble des opérations » représentée par son Président Monsieur Matthieu LAMY,

Ci-après « *la société SQA* »

ET :

La Commune de Saint-Denis, sise Hôtel de Ville, 2 rue de Paris – 97717 Saint-Denis Messagerie Cedex 9 (REUNION), représentée par Monsieur Gilbert ANNETTE, agissant en qualité de maire en exercice autorisé par la délibération 26 avril 2019 du conseil municipal.

Ci-après « *la Commune ou la Ville* »

D'autre part,

Ci-après conjointement dénommées « *les Parties* »,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

PREAMBULE

1. RAPPEL DU CADRE CONTRACTUEL

La Commune de Saint-Denis a conclu un accord-cadre mono-attributaire, en date du 29 juin 2017, dont l'objet est l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la conduite du Projet de Renouvellement Urbain Nord-Est Littoral (PRUNEL).

L'accord-cadre a été conclu avec le groupement solidaire composé des membres suivants :

- ☐ SQA SAS, mandataire du groupement ;
- ☐ Equation SAS ;
- ☐ URBA.D.E. Conseil SARL ;
- ☐ Alain Bourdin.

Le premier marché subséquent (MS1) a également été conclu le 29 juin 2017 avec ledit groupement.

Il est intitulé « 1^{er} marché subséquent : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de projet et ordonnancement / pilotage / coordination urbaine (OPCU) lors de la phase de préfiguration du projet », selon le phasage suivant :

Phase	Modalités d'acomptes
Mission 1 : assister à la stratégie de conduite de projet Structurer la stratégie de conduite de projet	Des acomptes successifs, dans la limite de 80% du montant de la mission, pourront être réglés au prestataire sur présentation d'une facture et d'une note détaillée récapitulant l'avancement de la mission effectuée Les 20% restants seront débloqués à la fin de la mission
Mission 2 : Pilotage et coordination Piloter, ordonner et coordonner la préfiguration du projet en phase protocole	
Mission 3 : Préparation de la convention - Elaborer les documents nécessaires (projet urbain, maquette financière, gouvernance, annexes...) au passage en réunion technique partenariat de l'ANRU d'une part et à la présentation du projet de renouvellement urbain de St-Denis en comité d'engagement de l'agence. - Rédiger les documents découlant de cette phase d'instruction (convention, matrice financière annexes...).	- 20% au démarrage de la mission - 50% à la remise du livrable - 30% à la signature du protocole

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

Chaque mission est détaillée comme suit :

Mission 1 - Assistance à la conduite de projet
Consolidation du bilan financier
Connaître et choisir des procédures financières et réglementaires
d'investissement du projet et l'articulation entre les différentes MOA
Vérification de la faisabilité financière et juridique des actions
Mise en place d'indicateurs de suivi des objectifs du projet.
Préparer la stratégie de conduite de projet pour la phase opérationnelle
Définition de la mission de maîtrise d'œuvre - phase opérationnelle
Dispositifs de co-construction du projet
Mission 2 - Pilotage et Coordination
Recueillir les informations administratives et techniques
Méthodologie pour la coordination des acteurs + outils de suivi
Plateforme collaborative
Outils adaptés pour l'ordonnement dans le temps du projet
Assistance à la coordination des acteurs, partenaires et prestataires
Alerte si constat d'écart avec le protocole ANRU
Mission 3 - Assistance Convention ANRU
Accompagner la collectivité dans la formalisation de l'ensemble des documents conformes au règlement général et au règlement financier de l'ANRU et nécessaires au conventionnement

Le MS1 a été attribué pour un montant global et forfaitaire de 132 475 € HT, soit 143 735 € TTC. Sa durée prévisionnelle est de 18 mois, hors période de validation et s'étend jusqu'à la signature de la convention de renouvellement urbain.

Ce marché MS1 est actuellement en cours d'exécution depuis le mois de juillet 2017.

2. LE DIFFEREND

Le lancement de ce type de projet peut poser de nombreuses difficultés en termes de gouvernance (nombre de partenaires notamment), de complexité des opérations à réaliser, et de complexité des montages juridiques et financiers associés, auxquelles il convient d'ajouter une importante documentation à produire pour les partenaires, et notamment l'ANRU (Agence Nationale de Rénovation Urbaine), nécessitant des compétences importantes.

Ainsi, les itérations successives entre la maîtrise d'ouvrage et son AMO, dans un calendrier généralement très contraint, peuvent être sources de tensions, sur le rôle de chacun, et la nature des prestations à réaliser, pouvant conduire la maîtrise d'ouvrage à considérer que toutes les missions d'assistance touchant au projet doivent être réalisées par l'AMO, comme pourrait le laisser entendre son cahier des charges, généralement très large.

Des difficultés de cet ordre sont survenues dans la mise en œuvre du projet PRUNEL

Ce marché MS1 est actuellement en cours d'exécution, mais les parties ont rencontré un grand nombre de difficultés dans l'exécution de ce marché et dans la communication entre leurs équipes pour la gestion du projet : chacune imputant à l'autre une suspension de ses diligences et du dialogue, empêchant par là même d'avancer.

2.1. La position de la société SQA, mandataire du groupement

Pour répondre à la consultation lancée par la Commune de Saint-Denis, le groupement avait pris soin de présenter dans son offre, et de manière précise, ce qui serait réalisé par ses membres, de sorte que toutes autres prestations seraient considérées par le groupement, comme faisant l'objet d'un budget dédié, selon les besoins de la Commune de Saint-Denis, selon des modalités prévues à l'accord-cadre précité.

Ainsi, les parties ont rencontré de nombreuses difficultés, dès le démarrage des prestations, la maîtrise d'ouvrage contestant systématiquement l'avancement présenté par le groupement au titre de sa facturation, considérant que les prestations n'étaient pas ou peu réalisées, eu égard aux attentes de celle-ci.

Les relations humaines entre les intervenants ont ainsi rapidement dérivé vers une situation d'agacement de la maîtrise d'ouvrage, insatisfaite des prestations réalisées, et de tensions vis-à-vis des intervenants du groupement, qui a conduit le représentant du groupement à solliciter l'intervention de l'élus référent, M. NAILLET, afin d'obtenir de sa part :

- ☐ une action d'apaisement, afin de mettre un terme rapidement et dans les meilleurs délais, à toute forme de tensions et d'agressivité, au vu de la dérive des agissements constatés, et de la nécessité de préserver la santé des intervenants ;
- ☐ le règlement des prestations prévues au marché ;
- ☐ une action de pédagogie auprès de ses équipes, sur le caractère inamovible de l'organisation du groupement et du prix des prestations ;
- ☐ une clarification de sa part, quant aux prestations complémentaires réalisées par le groupement et non rémunérées ;
- ☐ un échange, afin d'établir une feuille de route, concernant la suite de la mission.

2.2. La position de la Commune de Saint-Denis

La Commune de Saint-Denis a déploré les difficultés d'exécution suivantes, en termes de :

- ☐ coordination du groupement : absence de définition claire du rôle de chaque membre du groupement et du relais local, absence de gestion des congés, absence de certains membres du groupement (spécialistes financiers, économie de la construction), mise à disposition début 2018 d'une personne peu expérimentée ;
- ☐ détermination de la nature des prestations à réaliser : l'offre de l'AMO a été formulée en réponse au cahier des charges établi par la maîtrise d'ouvrage qui comprenait un certain nombre de missions, reprises in extenso dans l'offre, de sorte que la nature des prestations à réaliser ne posait pas de difficulté. Pourtant, l'AMO considérait que son offre était plus précise que le cahier des charges ;
- ☐ qualité des livrables : peu opérationnels et nécessitant de nombreuses reprises ;
- ☐ règlement des prestations : les difficultés rencontrées par l'attributaire à fournir des factures conformes du point de vue comptable ont contribué à retarder le règlement des factures. Par ailleurs, la Commune s'est référée, pour la mise en paiement, au prix global et forfaitaire du marché et à l'avancement effectif et conforme des prestations ;
- ☐ qualité de préparation des comités de pilotage : appui insuffisant en amont et trop tardif, délais trop longs en aval pour les comptes-rendus ;
- ☐ confiance : la préparation de la réunion technique partenariale (RTP) décisive du 31 mai 2018 par le groupement n'a pas été suffisamment poussée pour répondre aux attentes de la Commune de Saint-Denis en termes de productivité. La maîtrise d'ouvrage a alors proposé, par mail le 19 juin 2018, une nouvelle organisation pour plus d'efficacité dans le cadre des comités de pilotage. En réponse, le

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

mandataire du groupement a remis en cause la valeur professionnelle et humaine des agents publics par des propos particulièrement virulents. La Commune de Saint-Denis constatait ainsi une remise en cause du rapport de confiance par le mandataire du groupement ;

Le litige s'est cristallisé par un courrier de la société SQA en date du 27 juin 2018 adressé à M. NAILLET, élu référent et développant de nombreux griefs envers les personnes du service PRUNEL en charge du suivi du projet.

La Ville et le service en charge du projet conteste les griefs évoqués. La résiliation du marché aux torts de la société SQA était alors envisagée.

Concomitamment la Société SQA adressait le 29 juin 2018 deux factures n° FA 0287 et N° FA 0300, dont le bien-fondé pour leur mise en paiement était contesté par la Ville.

2.3. La médiation conventionnelle entreprise

Compte tenu de l'importance des désaccords, la Commune de Saint-Denis a proposé à la société SQA, mandataire du groupement, d'engager une médiation, afin de traiter des divergences qui les opposent.

Les divergences entre les parties portaient notamment sur :

1. le comportement et la compétence des personnes mobilisées au sein de la Commune de Saint-Denis ;
2. la complète exécution des missions du marché MS1 ;
3. le dépassement ou l'exécution de prestations non comprises au marché ;
4. la demande de mise en paiement des factures contestées ;
5. la qualité des prestations effectuées et des personnes mobilisées sur le projet ;
6. la poursuite des relations contractuelles : résiliation du marché MS1, résiliation de l'accord-cadre ;
7. la confiance réciproque pour mener à bien ce projet.

Les parties par le biais de leur Conseil ont accepté une mesure de médiation conventionnelle.

La médiation a été mise en œuvre. Au terme de deux réunions plénières qui se sont tenues les 26 et 27 septembre 2018 à Saint-Denis.

Ces deux journées de réunion ont permis aux parties de parvenir à un accord de médiation, signé le 5 octobre 2018, qui comprend les engagements suivants :

- ☐ la finalisation de l'exécution du MS1 aux conditions techniques, organisationnelles et financières définies au sein de l'accord de médiation ;
- ☐ l'engagement de la Ville de payer les factures en suspens à SQA (FA0300 et FA0342) pour la reprise des prestations du MS1;
- ☐ le règlement du litige relatif aux prestations supplémentaires alléguées par la société SQA;
- ☐ la conclusion d'un marché subséquent 2 après remise d'une offre par SQA ; MS2 dont les caractéristiques ont été actées dans l'accord de médiation conventionnelle ;
- ☐ réduction de la durée de l'accord-cadre et sa résiliation à l'amiable avant son terme

Les Parties sont également convenues d'exécuter dès la signature de l'accord de médiation, les dispositions ne nécessitant pas la formalisation d'une transaction et de procéder à la formalisation des engagements comportant des concessions réciproques par le biais de la présente transaction.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

La présente transaction a donc pour objet de valider l'accord de médiation conventionnelle et d'acter les concessions réciproques des Parties afin de régler amiablement leur différend.

EN CONSEQUENCE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{ER} : OBJET DE LA TRANSACTION

La présente transaction a pour objet, de régler le différend entre les parties exposé en préambule, par un accord procédant de concessions consenties par chacune d'elle; ce conformément aux points d'accord dégagés à l'issue de la médiation conventionnelle intervenue et actés par l'accord de médiation signé le 5 octobre 2018 et repris ci-après :

- ☐ le règlement du litige relatif aux prestations supplémentaires alléguées par la société SQA et indemnité transactionnelle
- ☐ la conclusion d'un marché subséquent 2 après remise d'une offre par SQA ; MS2 dont les caractéristiques ont été actées dans l'accord de médiation conventionnelle ;
- ☐ réduction de la durée de l'accord-cadre et sa résiliation à l'amiable au 30 juin 2020 au terme du MS2.

Il est rappelé certains engagements pris par les Parties aux termes de l'accord de médiation conventionnelle du 5 octobre 2018, qui ne nécessitaient pas la formalisation d'une transaction ont d'ores et déjà depuis cette date été mis en exécution, dans l'intérêt du projet PRUNEL :

- ☐ la finalisation de l'exécution du MS1 aux conditions techniques, organisationnelles et financières définies au sein de l'accord de médiation ;
- ☐ l'engagement de la Ville de payer les factures en suspens à SQA (FA0300 et FA0342) ;

Concernant les factures en suspens (factures FA0300 et FA0342) dans les termes de l'accord de médiation il était convenu de leur mise en paiement dans les conditions suivantes :

« Dès signature du présent accord de médiation la Commune de Saint-Denis effectuera la mise en paiement de la facture FA300 du 30/06/18 d'un montant de 21 749.14 € TTC, jointe au présent accord, et dont la copie du mandatement sera transmise au groupement pour déclencher la reprise des prestations (Annexe 1).

Dans la perspective de la signature du présent protocole, conformément à l'accord trouvé en médiation, la Société SQA a rectifié la facture FA0287, d'un montant de 36 756 € HT, laquelle comprenait la reprise de l'avance de 26 495 €, versée par la Commune, selon les modalités de l'article 5.1.3. du CCAP du marché, soit un net à payer de 10 261 € HT / 11 133.19 € TTC. SQA a produit une facture n°FA0342 d'un montant de 29 370.09 € HT, soit un net à payer après prise en compte de l'avance précitée, de 2 875.09 € HT, soit 3 119.47 € TTC, jointe au présent accord (Annexe 2).

Dès signature du présent accord de médiation, la Commune de Saint-Denis procédera à la mise en paiement de la facture n°FA0342 précitée, dont la copie du mandatement sera transmise au groupement pour déclencher la reprise des prestations. ».

Pour des raisons de formalisme administratif, la Commune de Saint-Denis n'a pu tenir son engagement, et la Commune indique que ces factures ont été mandatées :

- ☐ le 16 octobre 2018 pour la facture FA0300 de 20 045.29 € HT soit 21 749.14 € TTC
- ☐ le 29 octobre 2018 pour la facture FA0342 rectifiée pour un montant de 21 313.76 € HT soit 28 860.61 € TTC (au lieu d'un montant de 29 370.09 € HT) **soit un reliquat de 509,39 euros HT qui est pris en compte en partie dans le cadre de la présente transaction au profit de la société SQA au titre de l'indemnité transactionnelle, forfaitaire et définitive.**

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

- ☐ Conformément aux dispositions de l'accord-cadre et pour la conclusion d'un marché subséquent 2, l'envoi du cahier des charges et du CCTP ont été adressés à la société SQA par courrier du 27 novembre 2018. La société SQA a remis une proposition financière dans le délai imparti, à savoir le 15 décembre 2018.
- ☐ La Commune de Saint-Denis a demandé des précisions techniques et financières, auxquelles la société SQA a donné réponse. Le marché subséquent n°2 a été notifié le 13 février 2019 à la société SQA.

Ce marché MS2 est conclu pour une durée de 18 mois à compter de l'ordre de service de démarrage et a pour objet une prestation d'Assistance Maîtrise d'Ouvrage de la Commune comprenant :

- la production de notes d'avancement,
- la production d'une feuille de route, présentant les actions à mener selon la temporalité par la maîtrise d'ouvrage (ex : marchés à passer),
- la production d'un planning avec chemin critique,
- la production d'un tableau d'anticipation des risques,
- à partir de la phase opérationnelle : le phasage des opérations,
- la production de relevés des décisions,
- la réalisation d'un point d'avancement financier, et la production d'une note sur la fiabilité des coûts des opérations,
- l'assistance sur les demandes de subventions à réaliser par la Commune,

ARTICLE 2 : RÈGLEMENT DU LITIGE RELATIF AUX PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ALLÉGUÉES PAR LA SOCIÉTÉ SQA PAR DES CONCESSIONS RECIPROQUES DES PARTIES ET FIXATION D'UNE INDEMNITE TRANSACTIONNELLE

Le paiement de certaines prestations relatives à la préparation et à l'animation de la RTP et du dossier afférent a fait l'objet d'un litige entre la société SQA et la Commune de Saint-Denis :

- ☐ La société SQA estime avoir effectué et livré à la Commune des prestations supplémentaires non prévues au marché subséquent 1 et nécessaires à la réalisation du projet dans les règles de l'art. La société SQA en établit le montant à 26 000 € HT.
- ☐ La Commune retient une interprétation divergente sur la qualification des prestations et en conteste le montant.

2.1 Concessions de la Commune de Saint-Denis

La Commune accepte de reconnaître que les prestations litigieuses réalisées par SQA pour la préparation et animation de la RTP et du dossier afférent, constituent des prestations supplémentaires, qui justifient une rémunération complémentaire. La Commune accepte que ces prestations soient évaluées à la somme 13 234,25 € HT.

2.2 Concessions de la société SQA

La société SQA renonce à réclamer la totalité des sommes facturées au titre de la réalisation des prestations supplémentaires ci-dessous évoquées et accepte également que ces prestations soient évaluées à la somme 13 234,25 € HT.

2.3 Accord entre les Parties : Indemnité transactionnelle forfaitaire et définitive

A titre d'indemnité transactionnelle, forfaitaire et définitive la Commune de Saint-Denis versera à la société SQA, qui l'accepte, une somme de 13 234,25 € HT (14 359,16 € TTC). Cette somme couvre en partie le reliquat de la facture FA0342 et le paiement des prestations supplémentaires.

Cette somme sera mandatée et réglée à la société SQA dans les meilleurs délais après notification de la présente transaction et, en tout état de cause après transmission au contrôle de légalité.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

ARTICLE 4 : RESILIATION A L'AMiable DE L'ACCORD-CADRE AU TERME DU MS2

Les parties actent par la présente transaction leur souhait que l'accord-cadre mono-attributaire dont il s'agit soit résilié de façon anticipée au 30 juin 2020. Cet accord sera formalisé par un courrier express et n'ouvrira pas droit à une indemnisation au bénéfice des membres du groupement. L'ensemble des co-traitants, par leur pouvoir donné au mandataire SQA renonce à exercer toutes réclamations gracieuses ou juridictionnelles liées à cette résiliation anticipée.

Les marchés subséquents conclus pendant la période de validité de l'accord-cadre poursuivent leur exécution jusqu'à leur terme contractuel : les engagements réciproques de parties sont maintenus dans les termes précisés auxdits contrats.

ARTICLE 5 : PORTÉE DE LA PRESENTE TRANSACTION

Toutes les stipulations de l'accord-cadre et des marchés subséquents demeurent applicables en tant qu'elles ne sont pas contraires aux stipulations de la présente transaction, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Si une stipulation de la présente transaction devait être jugée illégale, être invalidée ou ne pouvait être exécutée, en tout ou partie, pour quelque cause que ce soit, cette stipulation serait considérée par les Parties comme étant divisible des autres stipulations de la présente transaction, sans que ces autres stipulations n'en soient affectées.

ARTICLE 6 : ENTREE EN VIGUEUR - CAPACITÉ DES PARTIES

La présente transaction sera soumise à la validation et la délibération du Conseil Municipal autorisant le Maire à la signer.

Elle entrera en vigueur à sa date de notification par la Commune à la société SQA, et sous réserve de sa transmission préalable au contrôle de légalité.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Denis de la Réunion

Le 8 avril 2019

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

**Pour la Commune de Saint-Denis de La
Réunion
Monsieur Gilbert ANNETTE
Maire
dûment autorisé**

**Pour le groupement la S.A.S « SQA »
Monsieur Matthieu LAMY
dûment mandaté**

SQA 
RCS Paris 812 921 260
94, Boulevard de Courcelles
75017 PARIS - France
Tél. 01 53 40 94 80 - 01 53 40 94 81

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

ANNEXES

Accord de médiation

Mandats donné à la société SQA

Délibération du Conseil Municipal autorisation la Maire à signer la transaction

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

**ACCORD DE MEDIATION CONVENTIONNELLE RELATIF A
L'ACCORD-CADRE M17 D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE ET
AU MARCHÉ SUBSEQUENT N°1 POUR LA CONDUITE DU PROJET
DE RENOUVELLEMENT URBAIN NORD-EST LITTORAL (PRUNEL)**

ENTRE :

La Société SQA SAS société par actions simplifiée, au capital de 100 000 € immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 812 960 260, dont le siège social est situé 94 Boulevard de Courcelles, 75017 Paris, agissant en qualité de mandataire du groupement solidaire composé de : SAS SQA, SAS Equation, SARL URBA.D.E. Conseil et Alain Bourdin, attributaire de l'accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite du projet de renouvellement urbain nord-est littoral (PRUNEL), en application de l'article 1 de l'accord-cadre par lequel lesdits membres du groupement ont donné « mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, l'offre du groupement et toutes modifications ultérieures du marché public ou de l'accord-cadre, pour les représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice et pour coordonner l'ensemble des opérations » représentée par son Président Monsieur Matthieu LAMY,

Ci-après « *SQA* »

Assistée de Maître Xavier LOIRE, Avocat au Barreau de Paris

D'une part,

ET :

La Commune de Saint-Denis, sise Hôtel de Ville, 2 rue de Paris - 97717 Saint-Denis Messagerie Cedex 9 (REUNION), représentée par Monsieur Philippe NAILLET, élu référent du projet PRUNEL, dument mandaté à l'effet de la médiation,

Ci-après « *la Commune* »

Avec la présence de Madame Florence DESNOST, Directrice de projet, en charge du projet PRUNEL, en médiation.

Assistée de Maître Caroline CHANE MENG HIME, Avocat au Barreau de Saint-Denis de La Réunion.

D'autre part,

Ci-après conjointement dénommées « *les Parties* »,

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

Table des matières

PREAMBULE	3
Article 1^{er} : Exposé des difficultés rencontrées et objet de l'accord	4
1-1 : La position du mandataire du groupement : la société SQA	5
1-2 : La position de la Commune de Saint-Denis	5
1-3 : La médiation conventionnelle entreprise	6
Article 2 : Reprises des relations contractuelles et nouveau planning d'exécution des prestations	6
2-1 : Revue critique de la maquette financière	6
2-2 : Planning de la revue critique de la maquette financière	7
2-3 : Autres missions du marché subséquent 1	7
2-3-1 : Exécution de la mission 3	7
2-3-2 : Planning de réalisation de la mission 3	7
Article 3 : Paiement des factures en suspens	8
Article 4 : Règlement du litige relatif aux prestations supplémentaires alléguées par la société SQA	8
Article 5 : Mise en place d'un marché subséquent 2	8
5-1 : Prestations du MS2	9
5-2 : Coût et paiement du MS2	9
Article 6 : Réduction de la durée de l'accord-cadre / résiliation à l'amiable	9
Article 7 : Formalisation d'un protocole transactionnel à valider par le conseil municipal	10
7-1 : Concessions de la Commune de Saint-Denis	10
7-2 : Concessions de SQA	10
7-3 : Accord transactionnel à venir	10

PREAMBULE

La Commune de Saint-Denis a conclu un accord-cadre mono-attributaire, en date du 29 juin 2017, dont l'objet est l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la conduite du Projet de Renouvellement Urbain Nord-Est Littoral (PRUNEL).

L'accord-cadre a été conclu avec le groupement solidaire composé des membres suivants :

- SQA SAS, mandataire du groupement
- Equation SAS
- URBA.D.E. Conseil SARL
- Alain Bourdin.

Le premier marché subséquent (MS1) a également été conclu le 29 juin 2017 avec ledit groupement.

Il est intitulé « 1^{er} marché subséquent : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de projet et ordonnancement / pilotage / coordination urbaine (OPCU) lors de la phase de préfiguration du projet », selon le phasage suivant :

Phases	Modalités d'acomptes
Mission 1 : assister à la stratégie de conduite de projet Structurer la stratégie de conduite de projet	Des acomptes successifs, dans la limite de 80% du montant de la mission, pourront être réglés au prestataire sur présentation d'une facture et d'une note détaillée récapitulant l'avancement de la mission effectuée. Les 20% restants seront débloqués à la fin de la mission.
Mission 2 : Pilotage et coordination Piloter, ordonner et coordonner la préfiguration du projet en phase protocole	
Mission 3 : Préparation de la convention - Elaborer les documents nécessaires (projet urbain, maquette financière, gouvernance, annexes, ...) au passage en réunion technique partenariale de l'ANRU d'une part et à la présentation du projet de renouvellement urbain de St-Denis en comité d'engagement de l'agence. - Rédiger les documents découlant de cette phase d'instruction (convention, maquette financière, annexes...).	- 20% au démarrage de la mission - 50% à la remise du livrable - 30% à la signature du protocole

Chaque mission est détaillée comme suit :

Mission 1 - Assistance à la conduite de projet
Consolidation du bilan financier
Conseils et choix des procédures financières et réglementaires d'investissement du projet et l'articulation entre les différentes MOA.
Vérification de la faisabilité financière et juridique des actions
Mise en place d'indicateurs de suivi des objectifs du projet.
Préparer la stratégie de conduite de projet pour la phase opérationnelle
Définition de la mission de maîtrise d'œuvre - phase opérationnelle
Dispositifs de co-construction du projet
Mission 2 - Pilotage et Coordination
Recueillir les informations administratives et techniques
Méthodologie pour la coordination des acteurs + outils de suivi
Plateforme collaborative
Outils adaptés pour l'ordonnement dans le temps du projet
Assistance à la coordination des acteurs, partenaires et prestataires
Alerter et comiter d'écarts avec le protocole ANRU
Mission 3 - Assistance Convention ANRU
Accompagner la collectivité dans la formalisation de l'ensemble des documents conformes au règlement général et au règlement financier de l'ANRU et nécessaires au conventionnement

Le MS1 a été attribué pour un montant global et forfaitaire de 132 475 € HT, soit 143 735 € TTC. Sa durée prévisionnelle est de 18 mois, hors période de validation et s'étend jusqu'à la signature de la convention de renouvellement urbain.

Ce marché MS1 est actuellement en cours d'exécution depuis le mois de juillet 2017.

Article 1^{er} : Exposé des difficultés rencontrées et objet de l'accord

Le lancement de ce type de projet peut poser de nombreuses difficultés en termes de gouvernance (nombre de partenaires notamment), de complexité des opérations à réaliser, et de complexité des montages juridiques et financiers associés, auxquelles il convient d'ajouter une importante documentation à produire pour les partenaires, et notamment l'ANRU (Agence Nationale de Rénovation Urbaine), nécessitant des compétences importantes.

Ainsi, les itérations successives entre la maîtrise d'ouvrage et son AMO, dans un calendrier généralement très contraint, peuvent être sources de tensions, sur le rôle de chacun, et la nature des prestations à réaliser, pouvant conduire la maîtrise d'ouvrage à considérer que toutes les missions d'assistance touchant au projet doivent être réalisées par l'AMO, comme pourrait le laisser entendre son cahier des charges, généralement très large.

Des difficultés de cet ordre sont survenues dans la mise en œuvre du projet PRUNEL

Ce marché MS1 est actuellement en cours d'exécution, mais les parties ont rencontré un grand nombre de difficultés dans l'exécution de ce marché et dans la communication entre leurs équipes pour la gestion du projet; chacune imputant à l'autre une suspension de ses diligences et du dialogue, empêchant par là même d'avancer.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception en préfecture : 06/05/2019

1-1 : La position du mandataire du groupement : la société SQA

Pour répondre à la consultation lancée par la Commune de Saint-Denis, le groupement avait pris soin de présenter dans son offre, et de manière précise, ce qui serait réalisé par ses membres, de sorte que toutes autres prestations seraient considérées par le groupement, comme faisant l'objet d'un budget dédié, selon les besoins de la Commune de Saint-Denis, selon des modalités prévues à l'accord-cadre précité.

Ainsi, les parties ont rencontré de nombreuses difficultés, dès le démarrage des prestations, la maîtrise d'ouvrage contestant systématiquement l'avancement présenté par le groupement au titre de sa facturation, considérant que les prestations n'étaient pas ou peu réalisées, eu égard aux attentes de celle-ci.

Les relations humaines entre les intervenants ont ainsi rapidement dérivé vers une situation d'agacement de la maîtrise d'ouvrage, insatisfaite des prestations réalisées, et de tensions vis-à-vis des intervenants du groupement, qui a conduit le représentant du groupement à solliciter l'intervention de l'élu référent, M. NAILLET, afin d'obtenir de sa part :

- Une action d'apaisement, afin de mettre un terme rapidement et dans les meilleurs délais, à toute forme de tensions et d'agressivité, au vu de la dérive des agissements constatés, et de la nécessité de préserver la santé des intervenants,
- Le règlement des prestations prévues au marché,
- Une action de pédagogie auprès de ses équipes, sur le caractère inamovible de l'organisation du groupement et du prix des prestations,
- Une clarification de sa part, quant aux prestations complémentaires réalisées par le groupement et non rémunérées,
- Un échange, afin d'établir une feuille de route, concernant la suite de la mission

1-2 : La position de la Commune de Saint-Denis

La Commune de Saint-Denis a déploré les difficultés d'exécution suivantes, en termes de :

- Coordination du groupement : absence de définition claire du rôle de chaque membre du groupement et du relais local, absence de gestion des congés, absence de certains membres du groupement (spécialistes financiers, économie de la construction), mise à disposition début 2018 d'une personne peu expérimentée ;
- Détermination de la nature des prestations à réaliser : l'offre de l'AMO a été formulée en réponse au cahier des charges établi par la maîtrise d'ouvrage qui comprenait un certain nombre de missions, reprises in extenso dans l'offre, de sorte que la nature des prestations à réaliser ne posait pas de difficulté. Pourtant, l'AMO considérait que son offre était plus précise que le cahier des charges ;
- Qualité des livrables : peu opérationnels et nécessitant de nombreuses reprises ;
- Règlement des prestations : les difficultés rencontrées par l'attributaire à fournir des factures conformes du point de vue comptable ont contribué à retarder le règlement des factures. Par ailleurs, la Commune s'est référée, pour la mise en paiement, au prix global et forfaitaire du marché et à l'avancement effectif et conforme des prestations ;
- Qualité de préparation des comités de pilotage : appui insuffisant en amont et trop tardif, délais trop long en aval pour les comptes-rendus ;
- Confiance : la préparation de la réunion technique partenariale (RTP) décisive du 31 mai 2018 par le groupement n'a pas été suffisamment poussée pour répondre aux attentes de la Commune de Saint-Denis en termes de productivité. La maîtrise d'ouvrage a alors proposé, par mail le 19 juin 2018, une nouvelle organisation pour plus d'efficacité dans le cadre des comités de pilotage. En réponse, le mandataire du groupement a remis en cause la valeur professionnelle et humaine

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

des agents publics par des propos particulièrement virulents. La Commune de Saint-Denis constatait ainsi une remise en cause du rapport de confiance par le mandataire du groupement,

Le litige s'est cristallisé par un courrier de la société SQA en date du 27/06/18 adressé à M. NAILLET, élu référent et développant de nombreux griefs envers les personnes du service PRUNEL en charge du suivi du projet.

La Ville et le service en charge du projet conteste les griefs évoqués. La résiliation du marché aux torts de la société SQA était alors envisagée.

Concomitamment la Société SQA adressait le 29/06/18 deux factures n° FA 0287 et N° FA 0300, dont le bien-fondé pour leur mise en paiement était contesté par la Ville.

1-3 : La médiation conventionnelle entreprise

Compte tenu de l'importance des désaccords, la Commune de Saint-Denis a proposé à la société SQA, mandataire du groupement, d'engager une médiation, afin de traiter des divergences qui les opposent.

Les divergences entre les parties portaient notamment sur :

1. Le comportement et la compétence des personnes mobilisées au sein de la Commune de Saint-Denis,
2. La complète exécution des missions du marché MS1 ;
3. Le dépassement ou l'exécution de prestations non comprises au marché ;
4. La demande de mise en paiement des factures contestées ;
5. La qualité des prestations effectuées et des personnes mobilisées sur le projet ;
6. La poursuite des relations contractuelles : résiliation du marché MS1, résiliation de l'accord-cadre ;
7. La confiance réciproque pour mener à bien ce projet.

Les parties par le biais de leur Conseil ont accepté une mesure de médiation conventionnelle.

La médiation a été mise en œuvre. Au terme de deux réunions plénières qui se sont tenues les 26 et 27 septembre 2018 à Saint-Denis.

Ces deux journées de réunion ont permis aux parties de parvenir à un accord, formalisé par les présentes.

Article 2 : Reprises des relations contractuelles et nouveau planning d'exécution des prestations

Compte tenu de l'intérêt supérieur du projet PRUNEL pour les citoyens de la Commune de Saint-Denis, auquel les parties sont attachées, et de l'intérêt général qui en découle, les parties décident de la poursuite des relations contractuelles pour finaliser les différentes missions du 1^{er} Marché subséquent (actuel : MS1), lesquelles seront complétées par un 2^{ème} Marché Subséquent.

La Commune a également considéré l'intérêt économique pour le groupement de voir poursuivre l'exécution contractuelle de l'accord-cadre.

2-1 : Revue critique de la maquette financière

Finalisation avec la revue critique par la société SQA de la maquette financière en cours d'élaboration par le service PRUNEL en faisant les meilleurs efforts pour respecter l'impératif calendaire de la Commune.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

2-2 : Planning de la revue critique de la maquette financière

Les parties, conscientes des délais imposés par l'ANRU s'engagent de bonne foi à se rencontrer et collaborer pour finaliser cette mission avec la meilleure diligence possible.

Les parties conviennent d'échanger en bonne intelligence et de ménager leurs disponibilités respectives dans le but d'arriver à la mise en œuvre de ce planning.

La Commune s'engage sur la communication de sa maquette financière au groupement, au plus tard le 8 octobre 2018, laquelle est une condition indispensable à la reprise des prestations. L'envoi sera fait sur les messageries électroniques m.lamy@sqa.fr et L.stourdze@sqa.fr.

Elle s'engage également à communiquer au groupement un document suffisamment abouti et efficient pour permettre une analyse financière.

Les parties reconnaissent que le groupement n'aura pas pour mission de produire la maquette financière, et que sa mission se limitera à effectuer « une revue critique » du document, qui lui sera remis par le service PRUNEL.

En cas de difficulté concernant le document transmis, la société SQA s'engage à solliciter sans délai un complément de communication auprès de la Commune sur les données manquantes.

Le groupement s'engage à reprendre immédiatement la mission, en commençant par effectuer en priorité, une revue critique de la maquette financière préparée par le service PRUNEL. Le service PRUNEL se montrera disponible pour répondre aux questions, et prendre connaissance des commentaires de son conseil, et des réunions pourront être organisées, si nécessaire, à la demande de l'une ou l'autre des parties, afin de faciliter la finalisation du document au 31 octobre 2018.

Les travaux du groupement prendront fin pour la revue critique de la maquette financière au plus tard le 31 octobre 2018.

2-3 : Autres missions du marché subséquent 1

2-3-1 : Exécution de la mission 3

Cette mission consiste en l'assistance par SQA à la préparation des documents suivants prévus à l'article 3.3. du cahier des charges :

- Définition de la gouvernance,
- Opérations conventionnées,
- Maquette financière,
- Echancier de réalisation et planning prévisionnel,
- Annexes (fiches de synthèse, tableaux fiches analytiques et techniques (FAT),...),

2-3-2 : Planning de réalisation de la mission 3

Les parties conviennent que la réalisation de l'ensemble des documents prévus pour cette mission, pour la fin du mois d'octobre 2018, est un objectif devenu difficilement atteignable.

Les parties, conscientes des délais imposés par l'ANRU s'engagent de bonne foi à se rencontrer et collaborer pour finaliser cette mission avec la meilleure diligence possible.

Ils conviennent de faire leurs meilleurs efforts pour atteindre cet objectif et s'entendent sur les délais suivants :

- Du 22 octobre 2018 au 15 novembre 2018 : préparation d'une série d'annexes selon commande de l'ANRU (dont une première série de FAT)
- Le 15 novembre 2018, la Commune transmettra à l'ANRU le projet de convention pluriannuelle accompagné des annexes. Cette transmission vaudra réception des livrables et prestations réalisées par le groupement.
- Du 15 novembre 2018 au 31 décembre 2019 : préparation et transmission du complément des annexes selon commande de l'ANRU (dont une seconde série de FAT).

Article 3 : Paiement des factures en suspens

Dès signature du présent accord de médiation la Commune de Saint-Denis effectuera la mise en paiement de la facture FA300 du 30/06/18 d'un montant de 21 749.14 € TTC, jointe au présent accord, et dont la copie du mandatement sera transmise au groupement pour déclencher la reprise des prestations (Annexe 1).

Dans la perspective de la signature du présent protocole, conformément à l'accord trouvé en médiation, la Société SQA a rectifié la facture FA0287, d'un montant de 36 756 € HT, laquelle comprenait la reprise de l'avance de 26 495 €, versée par la Commune, selon les modalités de l'article 5.1.3. du CCAP du marché, soit un net à payer de 10 261 € HT / 11 133.19 € TTC. SQA a produit une facture n°FA0342 d'un montant de 29 370.09 € HT, soit un net à payer après prise en compte de l'avance précitée, de 2 875.09 € HT, soit 3 119.47 € TTC, jointe au présent accord (Annexe 2).

Dès signature du présent accord de médiation, la Commune de Saint-Denis procédera à la mise en paiement de la facture n°FA0342 précitée, dont la copie du mandatement sera transmise au groupement pour déclencher la reprise des prestations.

Il est explicitement convenu que dans l'attente de la copie du mandatement de ces deux factures FA0300 et FA0342, la reprise des prestations prévues à l'article 2 restera suspendue.

Article 4 : Règlement du litige relatif aux prestations supplémentaires alléguées par la société SQA

Le paiement de certaines prestations relatives à la préparation et à l'animation de la RTP et du dossier afférent a fait l'objet d'un litige entre la société SQA et la Commune de Saint-Denis, débattu en médiation.

La société SQA estime avoir effectué et livré à la Commune des prestations supplémentaires non prévues au marché subséquent 1 et nécessaires à la réalisation du projet dans les règles de l'art. La SQA en établit le montant à 26 000 € HT.

La Commune retient une interprétation divergente sur la qualification des prestations et en conteste le montant.

Les parties conviennent que ces prestations, qui ont été exécutées, vont être rémunérées d'une indemnité forfaitaire, globale et définitive de 13 000 € HT qui sera formalisée juridiquement par un accord transactionnel à valider par le prochain conseil municipal de la Commune à compter de la signature du présent accord de médiation, pour signature du Maire.

Article 5 : Mise en place d'un marché subséquent 2

En application des stipulations de l'accord-cadre et eu égard aux nécessités d'assurer une avancée du projet PRUNEL satisfaisante pour l'intérêt général les Parties conviennent qu'un marché subséquent n° 2 (MS2) sera signé, sous 90 jours, par la Commune après remise d'une offre de prestations par la société SQA.

Les parties conviennent qu'acter le principe de la conclusion du MS2 est respectueux de la jurisprudence du Conseil d'Etat (CE, 9 juillet 2015, FC des Girondins de Bordeaux, n° 375542 375543, Lebon) et ne fait en aucun cas

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190428-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception en préfecture : 06/05/2019

obstacle au pouvoir de résiliation unilatéral de la Commune pour motif d'intérêt général, qu'elle restera fondée à mettre en œuvre, le cas échéant, dans le cadre du MS2.

Les parties conviennent d'ores et déjà que les caractéristiques essentielles de ce MS2 seront les suivantes :

5-1 : Prestations du MS2

- ✓ Une prestation d'Assistance Maîtrise d'Ouvrage de la Commune comprenant :
 - la production de notes d'avancement,
 - la production d'une feuille de route, présentant les actions à mener selon la temporalité par la maîtrise d'ouvrage (ex : marchés à passer),
 - la production d'un planning avec chemin critique,
 - la production d'un tableau d'anticipation des risques,
 - à partir de la phase opérationnelle : le phasage des opérations,
 - la production de relevés des décisions,
 - la réalisation d'un point d'avancement financier, et la production d'une note sur la fiabilité des coûts des opérations,
 - l'assistance sur les demandes de subventions à réaliser par la Commune,
- ✓ Une durée de 18 mois ;
- ✓ Un montant global et forfaitaire de 65 000 € HT annuel, soit 97 500 € HT sur 18 mois ;
- ✓ Un nombre de réunions fixé à 3 comités de pilotage (animés par SQA), 4 comités techniques (animés par URBADÉ co-traitant basé à la Réunion) ;

La société SQA formalisera son offre à la Commune de Saint-Denis en vue de la conclusion de ce marché dès communication d'une demande de sa part conformément aux dispositions de l'accord-cadre (article 9.1).

Ce MS2 sera acté lors du prochain conseil municipal de la Commune (soit en novembre 2018) et il sera notifié à SQA au plus tard le 31 décembre 2018.

5-2 : Coût et paiement du MS2

Le MS2 s'effectuera sur la base d'un prix forfaitaire de 65 000 € HT par an, avec des règlements échelonnés en fonction de la tenue des comités de pilotage.

La Commune de Saint-Denis indique d'ores et déjà que les règlements au titre de l'exécution du MS2 feront l'objet d'une facturation linéaire à l'issue de chaque comité de pilotage, la tenue des comités constatant, de fait, l'acceptation des prestations réalisées et des livrables établis.

La Commune souhaiterait voir mener jusqu'à son terme un tel marché ; sauf manquement caractérisant une faute ou un motif d'intérêt général.

Article 6 : Réduction de la durée de l'accord-cadre / résiliation à l'amiable

Les parties conviennent par le présent accord de médiation que l'accord-cadre sera résilié au terme du second marché subséquent (MS2).

Elles formaliseront leur accord dans l'accord transactionnel à venir.

Elles conviennent expressément d'acter leur volonté qu'au terme du second marché subséquent qui va être conclu, l'accord-cadre initialement conclu pour une durée de 10 ans sera résilié de façon anticipée et sans indemnité.

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception en préfecture : 06/05/2019

Article 7 : Formalisation d'un protocole transactionnel à valider par le conseil municipal

Pour sortir du différend naissant entre elles les parties ont fait des concessions réciproques qui seront reprises dans la transaction à venir.

7-1 : Concessions de la Commune de Saint-Denis

La Commune acceptera de reconnaître que les prestations commandées par elle et réalisées par SQA (préparation et animation de la RTP et du dossier afférent) sont des prestations supplémentaires, qui justifient une rémunération complémentaire. La Commune consentira à ce que ces prestations soient fixées à 13 000 € HT.

La Commune consentira que le planning soit revu de la manière indiquée au présent accord de médiation.

La Commune consentira à ne pas déposer de recours relativement au marché subséquent 1, pour toutes les prestations réalisées avant la signature du présent accord de médiation.

La formalisation de ces concessions se fera dans l'accord transactionnel prévu par le présent accord de médiation.

7-2 : Concessions de SQA

SQA renoncera à réclamer la totalité des sommes correspondant à la réalisation des prestations supplémentaires évoquées dans le présent document et réduit sa demande de 26 000 € HT à 13 000 € HT.

SQA consentira que le planning soit revu de la manière indiquée au présent accord de médiation, notamment le planning de la mission 3 qui constitue un effort important de SQA.

SQA renoncera également par la clause transactionnelle ci-après à déposer un recours concernant le marché subséquent 1, pour toutes les prestations réalisées avant la signature du présent accord de médiation.

La formalisation de ces concessions se fera dans l'accord transactionnel prévu par le présent accord de médiation.

7-3 : Accord transactionnel à venir

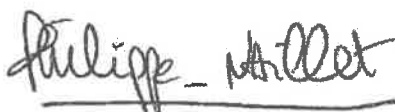
Les Parties conviennent qu'un accord transactionnel actant les éléments indiqués ci-dessus sera formalisé dès le prochain conseil municipal de la Commune.

Les parties conviennent néanmoins que la signature du présent accord de médiation entraînera la mise en œuvre de ses dispositions qui ne nécessitent pas la signature d'un accord transactionnel.

Fait à Paris et à Saint-Denis

Le 5 Octobre 2018, en Quatre exemplaires originaux.

Pour la Commune de Saint-Denis de La Réunion
Monsieur Philippe NAILLET
élu référent du projet PRUNEL
dument mandaté



Pour la S.A.S « SQA »
Monsieur Matthieu LAMY


RCS Paris 812 921 260
94, Boulevard de Courcelles
75017 PARIS - France
Tél. 01 53 40 94 80 - 01 53 40 94 81

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

ANNEXES

Annexe 1 : facture FA300 du 30/06/18 d'un montant de 21 749.14 € TTC

Annexe 2 : facture n°FA0342 du 30/06/2018 d'un montant de 29 370,09 € TTC

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception en préfecture : 06/05/2019

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

Mairie de Saint-Denis
2, rue de Paris
97717 Saint-Denis Cedex 9
Ile de la Réunion

Affaire suivie par : Mme Florence DESNOST

FACTURE N°FA0300 06/2018

le 30 Juin 2018

Identification SQA: RU/84590

Mission: Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage Co-pilotage et OPCU

Intitulé de l'opération: PRUNEL Ville de Saint-Denis de la Réunion

Marché: Marché subséquent n°1 - M17 du 06/07/2017, OS n°1 du 06/07/2017

Période de réalisation des prestations : du 1er avril 2018 au 30 juin 2018

Valeur Syntec MO - mois de remise des offres (art.4.2. du CCAP) : avril 2017 260,80

Valeur Syntec du mois courant : avril 2018 267,20

Coefficient de Révision de prix arrondi au 1/1000 selon Art. 4.2. 1,021

PRESTATIONS	Contrat	Offre attribuée	Quantité Facturation	Demande
Montant HT du marché subséquent n°1	132 478,00 €			
Mission 1 - Assistance à la conduite de projet	88 200,00 €	85 600,00 €	45 967,00 €	19 633,00 €
Consolidation du bilan financier	10 425,00 €	10 425,00 €	5 825,00 €	4 800,00 €
Conseils et choix des procédures financières et réglementaires	4 050,00 €	4 050,00 €	2 850,00 €	1 200,00 €
d'investissement du projet et l'articulation entre les différentes MOA.	6 525,00 €	6 525,00 €	2 200,00 €	4 325,00 €
Vérification de la faisabilité financière et juridique des actions	6 800,00 €	6 800,00 €	3 375,00 €	3 425,00 €
Mise en place d'indicateurs de suivi des objectifs du projet.	9 875,00 €	9 975,00 €	8 225,00 €	1 750,00 €
Préparer la stratégie de conduite de projet pour la phase opérationnelle	13 625,00 €	13 625,00 €	13 625,00 €	- €
Définition de la mission de maîtrise d'œuvre - phase opérationnelle	1 900,00 €	1 900,00 €	1 675,00 €	225,00 €
Dispositifs de co-construction du projet	12 900,00 €	12 200,00 €	8 092,00 €	4 108,00 €
Total HT hors révision	88 200,00 €	85 600,00 €	45 867,00 €	19 633,00 €
Total HT révisé	87 880,20 €	85 500,00 €	46 830,21 €	20 045,29 €

Montant déjà accepté au titre de la mission 1 (H.T.) : 46 830,21 €

Montant présente demande au titre de la mission 1 (H.T.) : 20 045,29 €

TVA à 8,5 % : 1 703,85 €

Montant à payer (TTC) : 21 749,14 €

Paiement à 30 jours

Cachet Signature

Indemnité Forfaitaire pour frais de recouvrement: 40 €
Intérêts moratoires au taux légal majoré de 8 points de pourcentage

SQA
RCS Paris 812 921 260
94, Boulevard de Courcelles
75017 PARIS - France
Tél. 01 53 40 94 80 - 01 53 40 94 81

AN

SQA - 94, Boulevard de Courcelles - 75017 Paris - France
Tél. : +33 (0) 1 53 40 94 80 - Fax : +33 (0) 1 53 40 94 81 - Site internet : www.sqa.fr

RLB/Euro Alliance

SAS au capital de 50 000 euros - Immatriculée au 812 921 260 RCS Paris
Siret 812 921 260 00038 - NAF 7112B - N° TVA Intracommunautaire FR 17 812 921 260

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019



Affaire suivie par : Mme Florence DESNOST

FACTURE N°FA342 06/2018

le 30 Juin 2018

Identification SQA: RU/84590

Mission: Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage Co-pilotage et OPCU

Intitulé de l'opération: PRUNEL Ville de Saint-Denis de la Réunion

Marché: Marché subséquent n°1 - M17 du 06/07/2017, OS n°1 du 05/07/2017

Période de réalisation des prestations : du 1er avril 2018 au 30 juin 2018

Valeur Syntec MO - mois de remise des offres (art.4.2. du CCAP) : avril 2017 280,80

Valeur Syntec du mois courant : avril 2018 287,20

Coefficient de Révision de prix arrondi au 1/1000 selon Art. 4.2. 1,021

PRESTATIONS	Contrat	Etat Cumulé	Cumul Précédent	Demande du mois
Montant HT du marché subséquent n°1	132 475,00 €			
Mission 1 - Assistance à la conduite de projet	86 200,00 €	45 887,00 €	28 617,00 €	16 250,00 €
Consolidation du bilan financier	10 426,00 €	5 825,00 €	- €	5 825,00 €
Conseils et choix des procédures financières et réglementaires	4 050,00 €	2 850,00 €	2 850,00 €	- €
d'investissement du projet et l'articulation entre les différentes MOA.	5 525,00 €	2 200,00 €	1 450,00 €	750,00 €
Vérification de la faisabilité financière et juridique des actions	6 800,00 €	3 375,00 €	2 400,00 €	975,00 €
Mise en place d'indicateurs de suivi des objectifs du projet	9 975,00 €	8 225,00 €	4 825,00 €	3 600,00 €
Préparer la stratégie de conduite de projet pour la phase opérationnelle	13 625,00 €	13 625,00 €	11 275,00 €	2 350,00 €
Définition de la mission de maîtrise d'œuvre - phase opérationnelle	1 900,00 €	1 875,00 €	725,00 €	850,00 €
Dispositifs de co-construction du projet	12 800,00 €	8 092,00 €	6 292,00 €	1 800,00 €
				- €
Mission 2 - Pilotage et Coordination	49 425,00 €	49 624,00 €	48 689,00 €	2 925,00 €
Récueillir les informations administratives et techniques	12 200,00 €	12 200,00 €	12 200,00 €	- €
Méthodologie pour la coordination des acteurs + outils de suivi	8 200,00 €	8 200,00 €	8 200,00 €	- €
Plateforme collaborative	6 775,00 €	6 775,00 €	5 100,00 €	875,00 €
Outils adaptés pour l'ordonnancement dans le temps du projet	3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	- €
Assistance à la coordination des acteurs, partenaires et prestataires	13 250,00 €	14 778,00 €	14 778,00 €	- €
Alerte si constat d'écart avec le protocole ANRU	7 250,00 €	6 921,00 €	4 671,00 €	2 250,00 €
Mission 3 - Assistance Convention ANRU	17 850,00 €	17 850,00 €	8 259,00 €	9 591,00 €
Accompagner la collectivité dans la formalisation de l'ensemble des documents conformes au règlement général et au règlement financier de l'ANRU et nécessaires au conventionnement	17 850,00 €	17 850,00 €	8 259,00 €	9 591,00 €
Total HT hors révision	132 475,00 €	113 341,00 €	84 575,00 €	28 786,00 €
Total HT révisé	135 258,88 €	118 721,16 €	86 361,08 €	28 370,08 €

Montant déjà accepté (H.T.) : 88 351,08 €
Reprise de l'avance (H.T.) au titre de la QP supérieure à 95% selon Article 5.1.3. du CCAP : -26 495,00 €
Montant présente demande (H.T.) : 2 875,09 €

TVA à 8,5 % : 244,38 €

Montant à payer (TTC) : 3 119,47 €

Paiement à 30 jours

Indemnité Forfaitaire pour frais de recouvrement: 40 €
Intérêts moratoires au taux légal majoré de 8 points de pourcentage

SQA
RCS Paris 812 921 260
94, Boulevard de Courcelles
75017 PARIS - France
Tél. 01 33 40 94 80 - 01 33 40 94 81

SQA - 94, Boulevard de Courcelles - 75017 Paris - France
Tél. : +33 (0) 1 33 40 94 80 - Fax : +33 (0) 1 33 40 94 81 - Site internet : www.sqa.fr

RLB | Euro Alliance

SAS au capital de 50 000 euros - Immatriculée au 812 921 260 RCS Paris
Siret 812 921 260 00038 - NAF 7112B - N° TVA Intracommunautaire FR 17 812 921 260

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

POUVOIR SPECIAL

Je soussigné, **Jean Paul Dauber**, agissant en qualité de Directeur de la SOCIETE URBA.D.E. Conseil, SARL au capital de 1000 euros, dont le siège social se situe à Appt 25, 174 Rue du Général Lambert 97436 Saint Leu et immatriculé au Registre du commerce et des sociétés de Saint Pierre sous le numéro 2013 B 666, dans cadre de l'exécution de l'accord-cadre :

MISSION D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE (AMO) EN MATIÈRE DE CONDUITE DU PROJET PRUNEL - ORDONNANCEMENT/PILOTAGE/COORDINATION URBAINE (OPCU) LORS DE LA PHASE DE PRÉFIGURATION DU PROJET

Conclu avec la Commune de SAINT-DENIS DE LA REUNION le 29 juin 2017.

Donne pouvoir, au nom et pour le compte de la SOCIETE URBA.D.E. Conseil que je représente à :

Monsieur Matthieu LAMY, en qualité de Président de la de la société SQA SAS,

Aux fins de formaliser et signer, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre précité :

- L'accord transactionnel négocié avec la Commune de Saint-Denis de la Réunion en vue de remédier aux difficultés nées de l'exécution du marché subséquent n° 1.

Ce pouvoir couvre l'ensemble des éléments contenus dans cet accord transactionnel et, notamment, la réduction de la durée de l'accord-cadre et la renonciation à tout recours fondé sur cette réduction de durée.

- Le marché subséquent n° 2.

Et, généralement, tous les documents s'y rapportant et faire le nécessaire en vue de la bonne exécution de l'accord-cadre susvisé et des marchés subséquents n° 1 et 2.

Fait à La Saline Les Bains

Le 28 Novembre 2018

Urba.d.e.
CONSEIL
appt 25 - 174 rue du Général Lambert - 97436 Saint Leu
BOS St Pierre - SIRET : 797 718 046 00015
Sarl au capital de 1000 €

Jean Paul Dauber, Directeur

URBA.D.E. CONSEIL SARL, SIREN 797718046

Siège social : Appt 25, 174 rue du Général Lambert 97436 Saint Leu
06 92 38 23 39 - 02 62 61 26 89 – urbade.conseil@gmail.com

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019

Alain Bourdin
Sociologue conseil – Urbaniste

URSSAF 755 71 0605542 001 003
SIRET 340 945 070 000 27 Code activité : 7489
TVA intracommunautaire FR 01340945070

POUVOIR SPECIAL

Je soussigné, **Monsieur Alain Bourdin**, agissant en mon nom propre en tant que profession libérale sis 63 Rue de la Verrerie 75004 Paris, dans cadre de l'exécution de l'accord-cadre :

*MISSION D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE (AMO) EN MATIÈRE DE
CONDUITE DE PROJET PRUNEL ORDONNANCEMENT/PILOTAGE/COORDINATION
URBAINE (OPCU) LORS DE LA PHASE DE PRÉFIGURATION DU PROJET*

Conclu avec la Commune de SAINT-DENIS DE LA REUNION le 29 juin 2017.

Donne pouvoir, pour mon propre compte à :

Monsieur Mathieu LAMY, en qualité de Président de la de la société SQA SAS,

Aux fins de formaliser et signer, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre précité :

- L'accord transactionnel négocié avec la Commune de Saint-Denis de la Réunion en vue de remédier aux difficultés nées de l'exécution du marché subséquent n° 1.

Ce pouvoir couvre l'ensemble des éléments contenus dans cet accord transactionnel et, notamment, la réduction de la durée de l'accord-cadre et la renonciation à tout recours fondé sur cette réduction de durée.

- Le marché subséquent n° 2.

Et, généralement, tous les documents s'y rapportant et faire le nécessaire en vue de la bonne exécution de l'accord-cadre susvisé et des marchés subséquents n° 1 et 2.

Fait à Paris
Le 2/12/2018



Alain Bourdin
Exploitant

EQUATION



POUVOIR SPECIAL

Je soussigné, **Monsieur Matthieu LAMY**, agissant en qualité de Président de la SOCIETE EQUATION SAS au capital de 49 952 euros, dont le siège social se situe au 94 Bd de Courcelles, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 340 916 840, dans cadre de l'exécution de l'accord-cadre :

MISSION D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE (AMO) EN MATIÈRE DE CONDUITE DE PROJET PRUNEL ORDONNANCEMENT/PILOTAGE/COORDINATION URBAINE (OPCU) LORS DE LA PHASE DE PRÉFIGURATION DU PROJET

Conclu avec la Commune de SAINT-DENIS DE LA REUNION le 29 juin 2017.

Donne pouvoir, au nom et pour le compte de la société EQUATION SAS que je représente à :

Monsieur Mathieu LAMY, en qualité de Président de la de la société SQA SAS,

Aux fins de formaliser et signer, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre précité :

- **L'accord transactionnel négocié avec la Commune de Saint-Denis de la Réunion en vue de remédier aux difficultés nées de l'exécution du marché subséquent n° 1.**

Ce pouvoir couvre l'ensemble des éléments contenus dans cet accord transactionnel et, notamment, la réduction de la durée de l'accord-cadre et la renonciation à tout recours fondé sur cette réduction de durée.

- **Le marché subséquent n° 2.**

Et, généralement, tous les documents s'y rapportant et faire le nécessaire en vue de la bonne exécution de l'accord-cadre susvisé et des marchés subséquents n° 1 et 2.

Fait à Paris
Le, 27 Novembre 2018

Matthieu LAMY
Président

94, boulevard de Courcelles - 75017 Paris - France
Tél. : +33 (0)1 58 36 50 00 - Fax : +33 (0)1 58 36 50 05 - www.equation-paris.com

RLB|Euro Alliance

SAS au capital de 49 952 euros - Immatriculée au 340 916 840 RCS Paris
Siret 340 916 840 00051 - NAF 6920Z - Société d'expertise comptable, de commissariat aux

Accusé de réception en préfecture
974-219740115-20190426-192014-DE
Date de télétransmission : 06/05/2019
Date de réception préfecture : 06/05/2019
comptes et de conseil